



**Le 5 novembre 2026**

# **TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS !**

**Les Finances ne sont pas une variable d'ajustement !  
Aucune suppression d'emplois, aucune casse du service public !**

Depuis des années, les politiques d'austérité et la réduction obsessionnelle de la dépense publique frappent le monde du travail et, plus encore, les fonctionnaires. Elles épargnent les plus riches et les grandes entreprises, tout en détruisant progressivement le service public par les restructurations, les réorganisations, les suppressions d'emplois et les remises en cause des implantations territoriales.

Au sein des ministères économiques et financiers (MEF) les personnels sont en première ligne : ils subissent les « réformes », les suppressions de postes et servent de variable d'ajustement des politiques budgétaires.

Le 5 novembre, l'intersyndicale appelle à une journée de grève et de manifestations pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie. La CGT appelle à généraliser la grève par des assemblées générales sur les lieux de travail.

## **NOS VIES, NOS EMPLOIS, NOS MISSIONS SONT EN DANGER**

- Pouvoir d'achat en chute : érosion continue de la valeur du point d'indice, grilles indiciaires écrasées, rémunérations qui ne suivent plus l'inflation.
- Emplois sacrifiés : projet de suppression de près de 300 postes aux Finances en 2027, après des dizaines de milliers d'emplois détruits depuis de nombreuses années.
- Fonction publique de carrière attaquée : lignes directrices de gestion qui institutionnalisent l'arbitraire, détruisent les règles de gestion et fragilisent les droits et les acquis.
- Carrières bloquées : promotions entravées, reconnaissance insuffisante des qualifications et des filières, inégalités persistantes entre les femmes et les hommes.
- Conditions de travail dégradées : souffrance au travail, perte de sens, épuisement professionnel, jusqu'à des situations dramatiques. Les personnels en situation de handicap rencontrent encore trop d'obstacles à leur inclusion.
- Réorganisations permanentes : transformations simultanées du réseau, suppressions d'emplois, recul du service public économique et financier de proximité.
- Numérique et intelligence artificielle imposés sans garantie : risque de dégradation des missions et de nouvelles réductions d'effectifs.
- Dialogue social en recul : attaques contre les droits d'intervention des personnels et de leurs représentantes et représentants.

**Ce n'est pas une fatalité. C'est un choix politique.  
Nous exigeons un autre choix !**



# LE 5 NOVEMBRE, FAISONS GRÈVE POUR UNE AUTRE POLITIQUE AUX FINANCES !

La Fédération des Finances CGT exige la rupture avec l'austérité et la mise en place d'un budget de justice fiscale et sociale. Il faut renforcer le service public, les emplois, les missions et les droits des personnels, au lieu de faire payer les salarié·es, les usager·ères et les territoires.

## NOS REVENDICATIONS

- Renforcer les moyens humains et budgétaires des administrations pour exercer pleinement nos missions : lutte contre la fraude, missions fiscales, douanières, de protection et de régulation économiques, contrôle et réponse aux besoins de la population.
- Arrêter les suppressions d'emplois et engager un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires et de recrutements.
- Arrêter les restructurations et réorganisations, défendre et renforcer les missions et les implantations territoriales.
- Améliorer immédiatement les conditions de travail, protéger la santé et la sécurité des personnels, prendre en compte les risques professionnels et environnementaux, notamment face au changement climatique et aux épisodes climatiques extrêmes.
- Augmenter immédiatement et significativement les rémunérations : revalorisation de la valeur du point d'indice et attribution de 400 euros en points d'indice.
- Rattraper les pertes de pouvoir d'achat depuis 2000, indexer automatiquement la valeur du point d'indice sur l'indice des prix de l'INSEE et intégrer pluri annuellement les primes dans le traitement indiciaire.
- Mettre en œuvre un véritable plan ministériel de revalorisation des carrières et des qualifications.
- Garantir l'égalité salariale et professionnelle femmes-hommes et reconnaître réellement les qualifications et les filières à prédominance féminine.
- Encadrer démocratiquement le numérique et l'intelligence artificielle : aucune suppression d'emploi, aucune dégradation des missions.
- Rétablir un véritable dialogue social, avec de nouveaux droits d'intervention pour les personnels et leurs représentantes et représentants.
- Abroger les réformes des retraites.
- Garantir une Sécurité sociale à 100% pour toutes et tous.

## LA GRÈVE EST NOTRE FORCE

LE GOUVERNEMENT REFUSE D'ENTENDRE LES REVENDICATIONS SOCIALES. LA CGT APPELLE DONC À GÉNÉRALISER LA GRÈVE LE 5 NOVEMBRE, JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS DÉCIDÉE PAR L'INTERSYNDICALE.